

RAPPORT DU 6^{EME} DIALOGUE CITOYEN

Thème :

« RENFORCER LA TRANSPARENCE ET LA JUSTICE FISCALE AU CAMEROUN : DECENTRALISATION DE LA FISCALITE LOCALE COMME LEVIER DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES FLUX FINANCIERS ILLICITES »



TABLE DES MATIERES

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II.	OBJECTIFS DU DIALOGUE CITOYEN.....	3
III.	METHODOLOGIE.....	4
1.	Participants.....	4
2.	Forum des Comités Communaux pour la Justice Fiscale.....	4
3.	Table Ronde avec les élus locaux	4
4.	Foire aux échanges	4
5.	Mise en œuvre de la campagne Stop The Bleeding.....	4
6.	Cérémonie de clôture.....	4
IV.	DEROULEMENT DE L'ACTIVITE	5
1.	Mot de bienvenue.....	5
2.	Panel 1 : Lutte contre la corruption et les flux financiers illicites	5
3.	Panel 2 : Présentation des résultats de l'analyse des besoins locaux en matière de justice fiscale	6
4.	Réactions des maires et des participants.....	7
5.	Préparation et tenue de la foire aux échanges des CCJF	7
V.	RECOMMANDATIONS GLOBALES POUR LA 6e EDITION DU DIALOGUE CITOYEN	9
VI.	CEREMONIE DE CLOTURE	10
1.	Mise en œuvre de la Campagne « Stop the Bleeding » (Arrêtons l'Hémorragie)	11
2.	Distinction des Champions de la Justice Fiscale dans la Région de l'Ouest-Cameroun... ..	12
3.	Lecture du communiqué final	13
4.	Mot de fin du coordonnateur du CRADEC.....	13
VII.	ANNEXES	14

LISTE DES ABREVIATIONS

AJPCEDS	Association des Jeunes Pour la Promotion de la Culture, le Développement Economique et Social
AME	Aide Médicale de l'Etat
ANIF	Agence National d'Investigation Financière
CCJF	Comités Communaux de Justice Fiscale
CONAC	La Commission National Anti-Corruption du Cameroun
CONSUPE	Contrôle Supérieur de L'Etat
CRADEC	Centre Régional Africain Pour le Deloppement Endogène et Communautaire
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
FFI	Flux Financier Illicite
FMI	Fond Monétaire International
GIC	Grand Invalide Civil
LCDH	Ligue Centrafricaine des Droits de l'Homme
ONAPED	Organisation Nationale Pour la Promotion de l'Education et le Développement
OSC	Organisation de la Société Civile
TJNA	Tax Justice Network Africa
YSDA	Youth Social Development Actors

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La lutte contre la corruption et les Flux Financiers Illicites (FFI) représente un défi majeur pour le développement du Cameroun. Ces phénomènes, qui sapent la gouvernance locale et nationale, réduisent considérablement les ressources disponibles pour la construction d'infrastructures et la fourniture de services publics essentiels. La corruption et les FFI entravent également la confiance des citoyens envers les institutions publiques, ce qui affaiblit la légitimité des gouvernements locaux et nationaux.

Dans ce contexte, le CRADEC, en collaboration avec TJNA et avec le financement de NORAD, a mis en œuvre le projet « Renforcement de la Justice Fiscale, phase III (SCUT III) ». Ce projet vise à renforcer la transparence et la justice fiscale au niveau local, en particulier dans les communes de Bafoussam 1er, Banka, Dschang, Foumban et Mbouda. Une enquête menée dans ces communes a révélé des lacunes importantes en matière de transparence fiscale, ainsi qu'une faible connaissance du système fiscal local parmi les citoyens. Ces résultats ont conduit à l'organisation de la 6ème Conférence du Dialogue Citoyen, qui s'est tenue à Bafoussam du 18 au 19 décembre 2024.

Cette conférence avait pour objectif de sensibiliser les acteurs locaux sur l'importance de la décentralisation fiscale comme outil de gouvernance transparente. En renforçant la décentralisation fiscale, il est possible de maximiser les ressources locales pour financer les Objectifs de Développement Durable (ODD) et améliorer la qualité de vie des citoyens. La conférence a également permis de présenter les résultats de l'enquête menée dans les cinq communes et de discuter des stratégies pour améliorer la transparence et la justice fiscale.

II. OBJECTIFS DU DIALOGUE CITOYEN

Le Dialogue Citoyen est une plateforme qui vise à renforcer la participation des organisations civiles, patronales, politiques, syndicales et confessionnelles dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), de la Vision 2035 du Cameroun et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Cette 6ème édition du Dialogue Citoyen avait pour objectifs spécifiques :

1. **Favoriser l'engagement cohérent des grands groupes et des parties prenantes** : Il s'agissait de mobiliser les acteurs locaux, nationaux et internationaux autour des enjeux de la transparence et de la justice fiscale, en les alignant sur les ODD et la Vision 2035 pour un Cameroun émergent.
2. **Faciliter l'accès et l'échange d'informations** : La conférence a permis de partager des informations, des expériences et des meilleures pratiques sur les politiques nationales liées à la fiscalité locale, la décentralisation et la lutte contre la corruption. Les participants ont pu échanger sur les défis et les opportunités liés à la mise en œuvre de ces politiques.
3. **Promouvoir les contributions à la définition de positions communes** : L'objectif était de formuler des recommandations concrètes pour améliorer la gouvernance fiscale aux niveaux local, national et régional. Ces recommandations devaient servir de base pour les futurs débats sur la décentralisation fiscale et la lutte contre les FFI.

III. METHODOLOGIE

1. Participants

La 6ème édition du Dialogue Citoyen, tenue à Bafoussam les 18 et 19 décembre 2024, a réuni une trentaine de participants issus des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF) de Bafoussam 1er, Banka, Dschang, Foumban et Mbouda, des élus locaux, notamment les maires ou leurs représentants des communes concernées, ainsi que des parlementaires.

Des organisations de la société civile (OSC) comme ONAPED, l'AJPCEDES, YSDA et la LCDH, ainsi que des médias tels qu'Ouest Echos et Equinoxe TV, ont également pris part à l'événement. Les membres du CRADEC ont animé les panels, tandis que des experts en fiscalité et des représentants du secteur financier ont apporté des éclairages techniques.

La 6ème édition du Dialogue Citoyen s'est déroulée en plusieurs étapes, chacune conçue pour maximiser l'engagement des participants et la qualité des échanges.

2. Forum des Comités Communaux pour la Justice Fiscale

Cette première journée a réuni les membres des CCJF des cinq communes de la région de l'Ouest (Bafoussam 1er, Banka, Dschang, Foumban et Mbouda). L'objectif était de discuter des résultats de l'enquête sur les besoins locaux en matière de justice fiscale et de formuler des stratégies pour améliorer la transparence et l'équité fiscale dans la région en général et dans les communes pilotes en particulier.

3. Table Ronde avec les élus locaux

La deuxième journée a été consacrée à des échanges entre les élus locaux, les représentants de la société civile et les membres des CCJF. Les discussions ont porté sur les enjeux de la décentralisation fiscale, les défis liés à la lutte contre la corruption et les FFI, ainsi que les opportunités pour renforcer la gouvernance locale.

4. Foire aux échanges

Les CCJF ont présenté leurs activités et résultats lors d'une foire aux échanges. Cette session a permis aux participants de découvrir les initiatives locales en matière de justice fiscale et de formuler des recommandations pour les améliorer.

5. Mise en œuvre de la campagne Stop The Bleeding

La campagne de sensibilisation et de plaidoyer intitulée « Arrêtons l'hémorragie » (Stop The Bleeding) a été menée par le CRADEC avec à la clé une mise en scène marquante du CCJF de Dschang, qui a mis en place des stratégies pour améliorer la perception des impôts locaux en numérisant les recettes et en renforçant la transparence fiscale.

6. Cérémonie de clôture

Le 6^e Dialogue Citoyen s'est conclue par la remise des distinctions aux « champions » de la lutte contre les FFI et la lecture du communiqué final, qui résumait les discussions et les recommandations formulées lors de l'événement.

IV. DEROULEMENT DE L'ACTIVITE

1. Mot de bienvenue

La conférence a débuté par la présentation des objectifs de l'atelier par le Directeur Exécutif du CRADEC, qui a rappelé le contexte de la création des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF) et l'importance de cette rencontre pour évaluer les premiers pas des CCJF. Il a souligné que cette édition du 6^e Dialogue Citoyen était une opportunité pour les acteurs locaux de partager leurs expériences et de formuler des recommandations pour améliorer la transparence et la justice fiscale. Il a également encouragé les participants à s'impliquer activement dans les travaux et à contribuer de manière constructive aux discussions.

2. Panel 1 : Lutte contre la corruption et les flux financiers illicites

Ce panel, animé par Jean Mballa Mballa, Directeur Exécutif du CRADEC, a dressé un état des lieux de la corruption et des FFI au Cameroun. Il s'est basé essentiellement sur le Rapport du FMI sur : Diagnostic sur la gouvernance et la lutte contre la corruption au Cameroun, publié en décembre 2023, sur commande du gouvernement camerounais. Les principaux points d'attention abordés étaient :

- **Secteurs clés de la corruption**

La corruption touche plusieurs secteurs clés, notamment la gestion des finances publiques, l'administration des recettes fiscales et douanières, le secteur financier (banques, assurances, cabinets) et le système judiciaire. Ces secteurs sont particulièrement vulnérables en raison de la complexité des procédures et du manque de transparence.

- **Manifestations de la corruption**

Les principales manifestations de la corruption incluent les détournements de fonds publics, l'évasion fiscale, les marchés publics non transparents, les paiements informels dans l'administration et le blanchiment d'argent. Ces pratiques ont des conséquences néfastes sur la gouvernance locale et nationale.

- **Impacts sur la gouvernance locale**

La corruption et les FFI affaiblissent les ressources des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), ce qui entraîne une inefficacité dans la fourniture des services publics. Les citoyens perdent confiance en leurs institutions, ce qui démotive les acteurs locaux et entrave le développement local.

- **Enjeux pour la décentralisation fiscale**

Pour renforcer la décentralisation fiscale, il est essentiel de sécuriser les recettes locales, de renforcer les capacités de gestion financière des CTD et de moderniser le système de collecte des taxes locales. La digitalisation des procédures fiscales et le renforcement des mécanismes de contrôle interne sont également des priorités.



3. Panel 2 : Présentation des résultats de l'analyse des besoins locaux en matière de justice fiscale



Le deuxième panel de la conférence a été consacré à la présentation des résultats de l'enquête menée par les CCJF dans les cinq communes de la région de l'Ouest (Bafoussam 1er, Banka, Dschang, Foumban et Mbouda). Ce panel a été animé par Audrey Enengbine, Responsable du suivi-évaluation au CRADEC, et Augustin Ntchamande, Secrétaire Exécutif de ONAPED. L'objectif de cette présentation

était de partager les conclusions de l'enquête et d'identifier les besoins des communautés en matière de justice fiscale.

- **Objectifs de l'enquête**

L'enquête avait pour objectif principal d'identifier les besoins des communautés en matière d'information et de formation sur la justice fiscale. Elle visait également à évaluer la perception des citoyens sur l'équité et la transparence du système fiscal local, ainsi qu'à mesurer leur niveau de participation citoyenne dans les processus fiscaux.

- **Méthodologie de l'enquête**

L'enquête a été menée auprès de 526 personnes réparties dans les cinq communes de la région de l'Ouest. La méthodologie utilisée était à la fois qualitative et quantitative, avec un échantillonnage représentatif de toutes les catégories socioprofessionnelles. Les outils utilisés comprenaient un formulaire d'enquête en ligne et des questions orales. Le formulaire d'enquête offrait aux répondants la possibilité de rester anonymes, ce qui a encouragé une participation plus honnête et ouverte.

Les questions de l'enquête étaient structurées autour de cinq axes principaux :

- L'évaluation de la compréhension des citoyens sur les taxes et impôts locaux.
- L'évaluation de la confiance des citoyens dans le système fiscal.
- L'évaluation de l'implication des citoyens dans les processus fiscaux locaux.
- L'identification des domaines où les citoyens souhaitent être formés.
- Le recueil des suggestions et les difficultés rencontrées par les citoyens.

- **Résultats de l'enquête**

- Connaissance du système fiscal local***

- 56% des enquêtés ont déclaré ne pas avoir une bonne connaissance du système fiscal local. Les informations sur les taxes et impôts proviennent souvent de sources informelles, comme les discussions de rue, plutôt que des canaux officiels. Cela montre un manque crucial d'information et de sensibilisation sur les obligations fiscales.

- Perception de l'équité et de la transparence***

- La majorité des répondants estiment que les impôts ne sont pas calculés sur la base des capacités financières réelles des contribuables. Ils perçoivent le système

fiscal comme inéquitable et non transparent, ce qui alimente une méfiance généralisée envers l'administration fiscale.

c) *Expérience de participation citoyenne*

- Bien que la plupart des sondés aient participé à des ateliers ou des réunions sur la fiscalité, leur implication dans les actions de terrain, comme le suivi des investissements publics, reste limitée. Cela indique un besoin de renforcer l'engagement citoyen dans les processus fiscaux.

d) *Besoins en formation*

- Les citoyens ont exprimé un fort besoin de formation sur plusieurs aspects de la fiscalité, notamment :
 - La législation fiscale.
 - Les différents types de taxes et impôts, les champs d'application et les justifications.
 - La collecte et l'utilisation des ressources fiscales.
 - Le transfert de compétences aux acteurs locaux.

e) *Retours de terrain*

- Les enquêteurs ont noté un certain pessimisme parmi les répondants, qui doutent de l'efficacité des réformes fiscales. Les citoyens ont également exprimé des attentes fortes en matière de transparence et de justice fiscale, ainsi qu'un besoin accru de sensibilisation et d'information.

4. Réactions des maires et des participants

À la suite de la présentation des résultats, les maires des communes concernées ont réagi en soulignant l'importance de ces données pour l'avenir des communes. Voici quelques-unes de leurs réactions :

- **Bafoussam 1er** : Le maire a souligné la mauvaise appréciation de la loi par la mairie de ville, qui se considère souvent au-dessus des communes d'arrondissement. Il a également exprimé le souhait de disposer du rapport complet de l'enquête pour mieux orienter les politiques locales.
- **Banka** : Le représentant de Banka a insisté sur la nécessité de sensibiliser les populations sur leurs droits et obligations fiscales, afin de renforcer la confiance envers l'administration locale.
- **Mbouda** : Le maire de Mbouda a salué les résultats de l'enquête, qu'il considère comme essentiels pour l'avenir des communes. Il a également plaidé pour le respect de l'autonomie financière des CTD.
- **Dschang** : Le représentant de Dschang a souligné l'importance de la sensibilisation, de l'information et de la redevabilité. Il a également appelé à un meilleur accompagnement des OSC par les exécutifs communaux.

5. Préparation et tenue de la foire aux échanges des CCJF

La foire aux échanges a été l'un des moments forts de la conférence. Elle a permis aux Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF) de présenter spécifiquement leurs activités, leurs résultats

et les défis rencontrés dans leurs communes respectives. Chaque CCJF a préparé un stand pour exposer ses réalisations et a désigné un porte-parole pour présenter ses travaux aux visiteurs.

a) Présentation des stands

1. CCJF de Bafoussam 1er :

- Le CCJF de Bafoussam 1er a présenté ses campagnes de sensibilisation via les radios communautaires et les ateliers de formation organisés pour les citoyens. Ils ont également mis en avant les difficultés rencontrées, notamment la méfiance des populations envers l'administration fiscale.

2. CCJF de Banka :

- Le CCJF de Banka a exposé ses efforts pour améliorer la transparence dans la collecte des taxes locales. Ils ont également souligné l'importance de la collaboration avec les OSC pour renforcer la justice fiscale.

3. CCJF de Dschang :

- Le CCJF de Dschang a présenté ses initiatives pour numériser la collecte des recettes fiscales, notamment l'utilisation de terminaux de paiement électroniques. Ils ont également discuté des défis liés à la prise en compte du genre dans la fiscalité, en particulier pour les personnes vulnérables.

4. CCJF de Foumban :



- Le CCJF de Foumban a mis en avant ses efforts pour éduquer les populations sur l'importance du développement local et de la fiscalité. Ils ont également abordé la question de la polarisation politique, d'un côté, nous avons la chefferie et son Roi-Sultan, favorable au RDPC, parti au pouvoir, de l'autre, nous avons la Commune, tenue par l'opposition politique (UDC). Ceci peut compliquer la mise en œuvre des réformes fiscales.

5. CCJF de Mbouda :



- Le CCJF de Mbouda a présenté ses actions pour renforcer la participation citoyenne dans le suivi des investissements publics. Ils ont également souligné l'importance de l'autonomie financière des communes pour garantir une gestion transparente des ressources.

b) Échanges et recommandations relatives à la visite des stands

Après la visite des stands, les participants ont engagé des discussions sur les défis et les opportunités identifiés par les CCJF. Voici quelques-unes des recommandations formulées lors de ces échanges :

- **Sensibilisation des populations**

Il est essentiel de continuer à sensibiliser les citoyens sur leurs droits et obligations fiscales, afin de renforcer la confiance envers l'administration locale.

- **Collaboration entre les communes et les OSC**

Les OSC jouent un rôle crucial dans la promotion de la justice fiscale. Il est donc important de renforcer leur collaboration avec les exécutifs communaux.

- **Numérisation des procédures fiscales**

La modernisation des systèmes de collecte des taxes, notamment par la numérisation, est une priorité pour améliorer la transparence et l'efficacité.

- **Prise en compte du genre**

Les politiques fiscales doivent prendre en compte les besoins spécifiques des personnes vulnérables, notamment les femmes et les personnes vivant avec un handicap.

V. RECOMMANDATIONS GLOBALES POUR LA 6e EDITION DU DIALOGUE CITOYEN

À l'issue des présentations des différents panels pendant les 2 jours, plusieurs recommandations ont été formulées à l'intention des différents acteurs impliqués dans la lutte contre la corruption et la promotion de la justice fiscale. Ces recommandations visent à renforcer la transparence, l'équité et l'efficacité du système fiscal local.

- ❖ **Aux Parlementaires**

- ◆ Procéder à la limitation du rôle de la tutelle (MINAT) à un contrôle à posteriori et à renforcer les pouvoirs délibérant et exécutif des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Cela permettra aux communes de mieux gérer leurs ressources et de répondre aux besoins locaux.
- ◆ Veiller à ce que l'article 55 de la Constitution, qui garantit l'autonomie administrative et financière des CTD,



soit effectivement appliqué. Cela implique de mettre fin à l'unicité des caisses (Compte Unique du Trésor) et de permettre aux communes de gérer leurs propres ressources.

- ◆ S'assurer que la Loi portant fiscalité locale ne conduit pas à une double ou triple imposition des populations. Les contributions des parents d'élèves, par exemple, ne doivent pas s'ajouter aux taxes locales.
- ◆ Procéder à la révision du Code Général des Impôts pour mettre fin à l'injustice fiscale, notamment en ce qui concerne l'imposition des petits commerçants. Un système plus équitable doit être mis en place.
- ◆ Réviser le Code Général des CTD pour mettre fin aux conflits de compétences entre les communes d'arrondissement et les mairies de ville. Une clarification des rôles et des responsabilités est essentielle.
- ◆ Renforcer les capacités techniques nécessaires pour relire et amender les projets de lois soumis au Parlement, en particulier ceux liés à la fiscalité et à la décentralisation.

❖ **Aux Exécutifs Communaux**

- ◆ Intensifier leurs efforts de sensibilisation et de communication auprès des populations sur les enjeux de la fiscalité locale. Une meilleure information des citoyens renforcera leur confiance envers l'administration locale.
- ◆ Elaborer et systématiser un fichier des contribuables pour mieux maîtriser la planification des recettes fiscales. Cela permettra d'améliorer la collecte des taxes et de réduire les pertes financières par la corruption, les fausses déclarations, etc.
- ◆ Renforcer leur collaboration avec les organisations de la société civile (OSC) en application des articles 40 et 41 du Code Général des CTD. Les OSC jouent un rôle crucial dans la promotion de la transparence et de la justice fiscale.

❖ **Au CRADEC, à ONAPED et aux CCJF**

1. Accentuer les plaidoyers initiés et collaborer davantage avec les maires pour la mise en place effective de la fonction publique locale et éviter et minimiser les risques de « pluri-imposition » à la suite du vote de la Loi portant fiscalité locale.
2. Consolider et diffuser à large échelle, les résultats de l'enquête sur les besoins des communautés en matière de justice fiscale. Cela permettra de sensibiliser davantage de personnes et de mobiliser plus d'acteurs.
3. Organiser des actions d'information et de formation au profit des populations et des élus locaux. Ces actions doivent porter sur la législation fiscale, les types de taxes et les mécanismes de collecte des ressources.
4. Mettre en place des cadres de collaboration entre les Parlementaires et les OSC en dehors des sessions du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB). Cela permettra de maintenir un dialogue continu sur les enjeux de la fiscalité et de la décentralisation.

VI. CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture de la 6ème édition du Dialogue Citoyen a marqué la fin des deux jours d'échanges intenses et de discussions approfondies sur les enjeux de la transparence fiscale, de la décentralisation et de la lutte contre la corruption au Cameroun. Cette cérémonie a été l'occasion

de synthétiser les discussions, de remettre des distinctions aux acteurs clés de la lutte contre les Flux Financiers Illicites (FFI) et de formuler des recommandations pour les prochaines étapes.

1. Mise en œuvre de la Campagne « Stop the Bleeding » (Arrêtons l'Hémorragie)

La campagne « Stop the Bleeding » a été l'un des piliers centraux de la 6ème Conférence du Dialogue Citoyen, symbolisant un appel à l'action collective pour mettre fin aux flux financiers illicites (FFI) et à la corruption, qui drainent les ressources publiques et entravent le développement local. Lancée à l'occasion des Journées internationales de lutte contre la corruption (9 décembre) et des droits de l'Homme (10 décembre), cette campagne a été portée par le CRADEC en collaboration avec ses partenaires locaux et internationaux, notamment TJNA et NORAD. Elle visait à sensibiliser les citoyens, les élus locaux et les acteurs de la société civile sur les impacts dévastateurs de la corruption et des FFI, tout en promouvant des solutions concrètes pour renforcer la transparence et la justice fiscale.

○ *Objectifs de la campagne*

- Sensibiliser les populations sur les conséquences des FFI et de la corruption, qui privent les communes de ressources essentielles pour le financement des infrastructures et des services publics.
- Mobiliser les citoyens et les acteurs locaux pour qu'ils s'engagent activement dans la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence fiscale.
- Plaider pour des réformes fiscales et institutionnelles visant à renforcer la décentralisation et à améliorer la gouvernance locale.

○ *Présentation des actions déjà menées dans le cadre de la campagne*

La présentatrice de la campagne a aussi survolé des actions initiées avec les CCJF qui ont contribué à la mise en œuvre de la campagne à savoir :

- La sensibilisation sur la justice fiscale via les radios communautaires
- Les ateliers de formation et de renforcement des capacités
- Le plaidoyer auprès des élus et des parlementaires
- Les engagements des jeunes et des OSC.

Lors de la 6ème Conférence du Dialogue Citoyen, le CCJF de Dschang a présenté un sketch percutant qui a captivé l'attention des participants et illustré de manière vivante les défis liés à la corruption et à la justice fiscale. Ce sketch, joué par des membres du CCJF, mettait en scène une situation quotidienne où des citoyens étaient confrontés à des pratiques corruptives dans la collecte des taxes locales. Les acteurs ont dépeint avec humour et réalisme les frustrations des contribuables face à des agents fiscaux peu scrupuleux, tout en montrant comment la mobilisation citoyenne et la sensibilisation peuvent renverser la tendance. Le sketch a également mis en avant les initiatives du CCJF de Dschang, notamment la numérisation des recettes fiscales et l'utilisation de terminaux de paiement électroniques pour améliorer la transparence.

À travers cette performance, le CCJF de Dschang a réussi à transmettre un message fort sur l'importance de la justice fiscale et de la lutte contre la corruption, tout en démontrant l'impact positif de leurs actions sur le terrain. Ce moment a été salué par les participants comme l'une des contributions les plus marquantes de la conférence, alliant éducation et divertissement pour sensibiliser aux enjeux cruciaux de la gouvernance locale.

2. Distinction des Champions de la Justice Fiscale dans la Région de l'Ouest-Cameroun.

Lors de la cérémonie de clôture de la 6ème Conférence du Dialogue Citoyen, des distinctions ont été remises aux « Champions de la Justice Fiscale », membres des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF), pour récompenser leur engagement et leur contribution exceptionnelle à la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites (FFI). Cette cérémonie a été un moment fort de l'événement, mettant en lumière les efforts des acteurs locaux qui se sont distingués par leur travail de sensibilisation, de mobilisation des communautés et de promotion de la transparence fiscale.

Les Champions ont été sélectionnés sur la base de leur engagement constant dans les activités des CCJF, notamment les campagnes de sensibilisation, les ateliers de formation et les initiatives de plaidoyer, l'enquête auprès des citoyens et habitants des communes pilotes. Leur travail a eu un effet tangible dans leurs communes respectives, contribuant à une meilleure compréhension des enjeux fiscaux et à une plus grande participation citoyenne.

○ Cérémonie de remise des distinctions

- La cérémonie a débuté par un discours du coordonnateur du CRADEC, qui a rappelé l'importance du travail des CCJF dans la promotion de la justice fiscale. Il a souligné que les Champions récompensés étaient des modèles d'engagement et de dévouement pour leurs communautés, et que leur travail contribuait directement à renforcer la confiance des citoyens envers les institutions locales.
- 20 Champions ont été invités à monter sur scène pour recevoir leurs trophées et certificats. Chacun d'entre eux a eu l'opportunité de partager son expérience et de raconter les défis rencontrés dans son travail. Ces témoignages ont permis de mettre en lumière les réalités locales et les efforts déployés pour améliorer la transparence fiscale.
- Parmi les Champions distingués, on retrouvait des membres des CCJF de Bafoussam 1er,



Banka, Dschang, Foumban et Mbouda. Ces acteurs locaux ont reçu des mains des élus (Parlementaires et Maires) leur récompense, pour leurs initiatives innovantes, comme la numérisation des recettes fiscales, l'organisation de campagnes de sensibilisation via les radios communautaires, et la mise en place de mécanismes de suivi des

investissements publics.

3. Lecture du communiqué final

Le communiqué final a été lu par un représentant d'ONAPED, résumant les principaux points discutés lors de la conférence et les recommandations formulées par les participants. Ce document a été approuvé par l'ensemble des participants, marquant ainsi un consensus sur les actions à entreprendre pour renforcer la justice fiscale et la transparence au niveau local.

Le communiqué a souligné les points suivants :

- État des lieux de la corruption et des FFI ;
- Résultats de l'enquête sur les besoins en justice fiscale ;
- Importance de la décentralisation fiscale ;
- Engagement des acteurs locaux.

4. Mot de fin du coordonnateur du CRADEC

Le coordonnateur du CRADEC, dans son mot de fin, a exprimé sa satisfaction quant au déroulement de la conférence. Il a souligné que cet événement a permis d'établir un dialogue constructif entre les élus locaux, les membres des CCJF et les représentants de la société civile. Il a également insisté sur l'importance de maintenir ce dialogue dans les mois à venir, notamment lors des débats d'orientation budgétaire et des sessions parlementaires.

Le coordonnateur a rappelé que la lutte contre la corruption et les FFI est un combat de longue haleine, mais que les avancées réalisées lors de cette conférence montrent que des progrès sont possibles. Il a appelé à une collaboration continue entre les différents acteurs pour garantir une fiscalité plus équitable et transparente.

VII. ANNEXES

6^{ÈME} CONFERENCE DU DIALOGUE CITOYEN ET DE LA TABLE RONDE

Sous l'égide de la Campagne : « Arrêtons l'Hémorragie ! »,

À l'occasion des journées internationales de lutte contre la corruption (9/12) et des Droits de l'Homme (10/12), Bafoussam, les 18 et 19 Décembre 2024

Thème : « *Renforcer la transparence et la justice fiscale au Cameroun : décentralisation de la fiscalité locale comme levier de lutte contre la corruption et les flux financiers illicites* »

COMMUNIQUE FINAL

La salle de conférence de Talotel de Bafoussam a abrité du 18 au 19 Décembre 2024, la 6^{ème} Conférence du Dialogue Citoyen axée d'une part sur le Forum élargi des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF), et d'autre part, sur la Table Ronde des élus et communautés. Organisée par le Centre Régional Africain Endogène pour le Développement Communautaire (CRADEC) avec l'appui technique de l'Organisation Nationale pour la Promotion de l'Éducation et le Développement (ONAPED), point focal régional du CRADEC, cette 6^{ème} Conférence a regroupé, outre les membres des CCJF de Bafoussam 1^{er}, Banka, Dschang, Foumban et Mbouda, le Sénateur FOMETHE Anaclet, les Honorables MBOUANGOUERE RAINATOU et SIMO Joséphine, les Maires des Communes de Banka, Bafoussam 1^{er}, Dschang et Mbouda, représentés respectivement par leurs 1^{er} et 2^{ème} adjoints et leurs Secrétaires Généraux, ainsi que d'autres personnalités issues de la société civile et du secteur des Impôts. Elle avait pour objectif général de « **renforcer le dialogue citoyen et promouvoir la décentralisation fiscale et la justice fiscale comme leviers essentiels pour lutte contre la corruption et les Flux Financiers Illicites (FFI), et ainsi contribuer au financement des ODD au niveau communal** ».

Au cours de cette rencontre, les participants ont échangé sur les expériences d'engagement citoyen au niveau communal à travers une foire aux échanges sur l'enquête menée auprès de 526 personnes dans cinq communes de l'Ouest sur les besoins des communautés en matière de Justice Fiscale. Selon ces résultats, la justice fiscale est loin d'être une réalité dans les communes cibles de cette enquête car, les populations dans leur immense majorité sont ignorantes des dispositions relatives au système fiscal local et national et pensent que le système fiscal en vigueur n'est ni équitable ni transparent.

Les discussions ont également porté sur l'état des lieux de la décentralisation et de la fiscalité locale et sur les expériences d'engagement des parlementaires africains et camerounais dans la lutte contre les Flux Financiers Illicites et la gouvernance des finances publiques et la décentralisation fiscale.

Au terme de ce 6^{ème} Dialogue Citoyen dont la campagne « **Arrêtons l'Hémorragie** » a été le fil conducteur, des distinctions ont été remises aux membres des CCJF, « **Champions** » de la promotion de la Justice Fiscale et de la lutte contre la corruption et les FFI dans les communes

de la Région de l'Ouest. Des recommandations ont également été formulées à l'endroit de certaines catégories de participants :

Aux Parlementaires :

- Limiter le rôle de la tutelle à l'appui-conseil et à un contrôle a posteriori des actes des CTD et renforcer les pouvoirs délibérant et exécutif au niveau des CTD
- Rendre effectif l'article 55 de la Constitution sur l'autonomie administrative et financière en mettant fin à l'unicité des caisses (Compte Unique du Trésor)
- S'assurer que dans l'application de la Loi portant fiscalité locale, les populations ne seront pas doublement ou triplement imposées ou taxées
- Obtenir la révision du Code Général des Impôts pour mettre fin à l'injustice fiscale, notamment le système actuel pénalisant d'imposition des petits commerçants
- Réviser le Code Général des CTD pour mettre fin aux conflits de compétences entre les Communes d'Arrondissement et les Mairie de Ville
- Se doter des capacités techniques à pouvoir relire et amender les projets de lois soumis au sein du Parlement

Aux Exécutifs Communaux :

- Sensibiliser leurs populations et mieux communiquer avec elles sur la Fiscalité Locale
- Élaborer systématiquement le fichier des contribuables des communes pour maîtriser les recettes fiscales
- Améliorer le partenariat avec la société civile en application des articles 40 et 41 du Code Général des CTD

Au CRADEC, à ONAPED et aux Comités Communaux de Justice Fiscale :

- Initier des plaidoyers pour la mise en place effective de la fonction publique locale et contre la pluri imposition à la suite du vote de la Loi portant fiscalité locale
- Consolider les résultats de l'enquête sur les besoins des communautés en matière de Justice Fiscale et les diffuser à large échelle
- Inviter aux prochaines rencontres les responsables des Services Déconcentrés impliqués dans la fiscalité locale
- Organiser des actions de formation et d'information au profit des populations et des élus locaux
- Mettre sur pied un cadre de collaboration entre les OSC et les parlementaires en dehors des sessions du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

Les participants se sont enfin félicités de la tenue de ces assises et se sont séparés à la satisfaction de tous.

Fait à Bafoussam le 19 décembre 2024